

s.B.30.1.(3)

VERTRAULICH
CONFIDENTIEL

Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland

PLENUM

P r o t o k o l l
der Sitzung vom 4. Mai 1977, 10.00 - 12.30 h,
Konferenzzimmer Nr. 35, Bernerhof, Bern

Vorsitz:

Herr alt Bundesrat Dr. Willy Spühler, Präsident der Stiftung
Pro Helvetia, Zürich

Anwesend:

Herr Bundesrat Pierre Graber, Vorsteher des Eidg. Politischen
Departementes, Bern

Monsieur Pierre Addor, Directeur-adjoint et Secrétaire général
de l'Office suisse d'expansion commerciale, Lausanne

Herr Max Altorfer, Direktor des Eidg. Amtes für kulturelle Ange-
legenheiten, Bern

Herr Alex Bänninger, Stellvertreter des Direktors des Amtes für
kulturelle Angelegenheiten, Chef der Sektion Film, Bern

Monsieur Emile Blanc, Directeur-adjoint du Centre suisse de docu-
mentation en matière d'enseignement et d'éducation, Genève

Herr Luc Boissonnas, Direktor der Stiftung Pro Helvetia, Zürich

Monsieur Claude Borel, collaborateur diplomatique, Département
politique fédéral, Berne

Monsieur Raymond Bron, Association nationale d'éducation physique,
Berne

Monsieur Claude Clément, Adjoint scientifique au Service de presse,
Département des transports et communications et de l'énergie, Berne

Monsieur Joël Curchod, Directeur du Service suisse des ondes courtes,
Berne

Herr Albert Diener, Vizedirektor, Swissair, Zürich

Herr Dr. Peter Fricker, Generalsekretär des Schweizerischen Natio-
nalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung, Bern

Monsieur Rolph Gassmann, Secrétaire général adjoint du Fonds
national suisse de la recherche scientifique, Berne

- 2 -

Herr Rolf Gerber, Fachbeamter, Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements, Bern

Monsieur Louis Guisan, ancien Conseiller aux Etats, Président de la Commission des Suisses de l'étranger de la Nouvelle Société Helvétique, Berne

Herr Ferdinand Imesch, Direktor des Schweizerischen Landesverbandes für Leibesübungen, Bern

Herr Minister Maurice Jaccard, Eidg. Politisches Departement, Bern
Signor Arturo Lafranchi, già Consigliere di Stato, Giubiasco

Herr Fürsprecher Mario Ludwig, Direktor der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung, Zürich

Herr Minister Emilio Moser, Vizedirektor der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements, Bern

Herr Fürsprecher Marcel Ney, Direktor des Auslandschweizersekretariates der Neuen Helvetischen Gesellschaft, Bern

Herr Dr. Hans Plüss, Präsident der Union Schweizerischer Handelskammern im Ausland, Winterthur

Herr Oswald Sigg, Informationsdienst, Bundeskanzlei, Bern

Herr Dr. Paul Stauffer, Chef der Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten, Eidg. Politisches Departement, Bern

Herr Lance Tschannen, Leiter der Abteilung Dokumentar- und Kulturprogramm des Schweizerischen Kurzwelldienstes, Bern

Herr Peter Waldner, Chef des Informationsdienstes, Bundeskanzlei, Bern

Entschuldigt abwesend:

Herr Alex Bendel, Generalsekretär des Schweizerischen Städteverbandes, Bern

Herr Otto Ceresa, Vizedirektor der Stiftung Pro Helvetia, Zürich

Monsieur le Conseiller national Jean-Pascal Delamuraz, Syndic de Lausanne, Lausanne

Monsieur le Professeur Eugen Egger, Secrétaire général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, Genève

Herr Fürsprecher Adolphe Gehrig, Direktor, Swissair, Zürich

Herr Charles Th. Jean-Richard, Zentralsekretär des Schweizerischen Zeitungsverleger-Verbandes, Zürich

Herr Dr. Werner Kämpfen, Direktor der Schweizerischen Verkehrszentrale, Zürich

Herr Dr. Peter Keller, Chef der Sektion Fremdenverkehr, Eidg. Amt für Verkehr, Bern

Herr Walter Leu, Vizedirektor der Schweizerischen Verkehrszentrale,
Zürich

Herr Fürsprecher Hans W. Seelhofer, Geschäftsführer des Verbandes
der Schweizer Journalisten, Bern

Herr Josef Wickihalter, Geschäftsführer der Union Schweizerischer
Handelskammern im Ausland, Winterthur

Protokoll:

Fräulein Katharina Hänzi, Eidg. Politisches Département, Bern

Ordre du jour:

	p.
1. Allocution de Monsieur le Conseiller fédéral Pierre Graber, Chef du Département politique fédéral	3
2. Procès-verbaux de la séance du 7 juillet 1976 (ancien plénum)	6
3. Rapport d'activités 1976 (projet du 22 avril 1977)	7
4. Comptes 1976 (projet du 19 avril 1977)	7
5. Programme d'activités 1977-80 (projet du 26 avril 1977)	8
6. Prévisions budgétaires pour 1977 (projet du 21 avril 1977)	9
7. Expo Los Angeles 1981 (projet de rapport du 27 avril 1977)	14
8. Divers	21

1. Allocution de Monsieur Le Conseiller fédéral Pierre Graber,
Chef du Département politique fédéral

C'est avec un très grand plaisir que j'ouvre cette première séance de la nouvelle Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger. D'autant que cette journée marque la fin d'une longue procédure visant à renforcer, voire à institutionnaliser, la collaboration entre les divers organismes privés, semi-étatiques et étatiques intéressés au rayonnement de notre pays hors de ses frontières. Je n'ai certainement pas besoin de souligner l'importance de cette tâche. Pour un petit pays, vous le savez bien, la prospérité repose essentiellement sur les échanges de toute nature avec les pays étrangers proches ou lointains. Mais ce rayonnement, je voudrais le remarquer d'emblée, a également un effet positif pour tous les efforts de notre politique étrangère, de la défense de

- 4 -

de notre indépendance à nos activités dans le domaine du droit humanitaire en passant par les différentes modes de coopération internationaux.

Le point de départ a été constitué par la création, en 1953 déjà, d'une première "Commission de coordination pour les offices et institutions chargés du rayonnement culturel à l'étranger", complétée peu à peu par des représentants des milieux économiques. A la demande du parlement - le parlement qui souhaitait voir s'intensifier la coordination, notamment entre les institutions recevant d'importantes contributions fédérales, et qui exigeait une conception globale de la présence suisse à l'étranger - le Conseil fédéral créa en 1972 une nouvelle commission élargie. En 1974 il avait en main un rapport détaillé, fruit d'une enquête sérieuse, menée pour la première fois à l'étranger. Sur cette base le gouvernement put finalement présenter aux Chambres les lignes directrices qu'elles avaient demandées et proposées: l'institutionnalisation de la commission et la mise à disposition d'un crédit annuel. Le parlement a donné son accord en mars 1976. L'ordonnance d'exécution était adoptée en octobre de la même année et les membres du nouvel organe enfin ont été nommés en février 1977.

Après ce très bref, mais je crois suffisant rappel historique, permettez-moi de remercier chaleureusement pour le travail accompli tous les membres de l'ancienne commission et tout particulièrement votre président, M. Willy Spühler, qui déjà alors qu'il était à la tête du département politique avait montré le grand intérêt qu'il portait à ces questions. Je suis heureux de saluer ici les nouveaux membres de la commission qui représentent les cantons et les villes suisses ainsi que les milieux scientifiques et sportifs. Je suis également heureux de saluer M. Lafranchi, ancien Conseiller d'Etat tessinois, nommé ad personam, afin qu'il y ait parmi les membres titulaires de la commission un représentant de la minorité de langue italienne. Je reviens maintenant à l'avenir. J'ai lu avec grand

Je reviens maintenant à l'avenir. J'ai lu avec grand intérêt votre rapport d'activité de 1976 et votre programme pour 1977-80. Le moins que l'on puisse dire est que le travail ne manquera pas.

Entre les institutions que vous présentez ici, Messieurs, le Conseil fédéral souhaite vivement qu'il existe une bonne coordination garante d'une utilisation optimale des subventions. Je n'ai pas besoin de m'attarder sur ce point en cette période de disette que connaissent les finances fédérales. La condition première d'une bonne coordination évidemment est de savoir ce que fait le voisin. C'est pourquoi il convient d'attacher une grande importance à l'information réciproque au sein de votre commission.

Un autre point me paraît attirer l'attention. Le Conseil fédéral vous a confié une tâche non plus seulement consultative, mais opérationnelle dans un secteur relevant de la politique étrangère. Il vous appartient notamment de définir des priorités régionales, en tenant tout particulièrement compte de l'image de la Suisse dans les diffé-

- 5 -

rentes régions du monde. Dans ce contexte, il ne s'agit plus de savoir si l'on veut exporter davantage, séduire les touristes en puissance ou convaincre l'élite culturelle. Il importe au contraire d'opérer des choix globaux et de sélectionner les moyens d'action, dans l'intérêt général du pays. Or, il est bien clair que cet intérêt général implique des priorités qui nécessairement ne coïncident et ne coïncideront pas toujours avec celles choisies par chacune de vos institutions. Et pour éviter que ces priorités globales de la commission et les priorités sectorielles des institutions membres ne se heurtent au détriment de la coordination, les Chambres et le gouvernement ont jugé opportun de mettre à votre disposition un crédit annuel. L'utilisation de ce crédit devra répondre à des critères bien définis et bien-sûr ne pas servir de simple "rallonge" aux subventions versées par ailleurs à certains membres de la commission.

Dans le cadre de cette tâche de politique étrangère qui vous est confiée, il vous appartiendra notamment - et cela ressort nettement de votre programme d'activités pour ces prochaines années - de concevoir tous les instruments nécessaires à une meilleure information sur la Suisse à l'étranger, qu'il s'agisse de documentation écrite, de films ou d'expositions. Vous serez donc une sorte de conseil de l'information réunissant des spécialistes de tous les horizons. C'est certainement dans ce secteur que vous pourrez rendre les plus grands services en particulier à nos représentations diplomatiques et consulaires qui ont jusqu'ici souvent déploré la parcimonie avec laquelle on mettait à leur disposition les moyens permettant d'assurer une bonne information sur notre pays.

J'aimerais encore mentionner un dernier point, celui des relations entre la commission et ses membres pris individuellement. Comme je l'ai déjà dit, ces membres seront souvent appelés à former la volonté de la commission, que ce soit lors de la fixation de priorités régionales ou sectorielles ou lors du choix de projets concrets. Mais il est bien évident que le nouvel organe de coordination devra pouvoir compter aussi sur la collaboration de ses membres lors de l'exécution de ses projets concrets, puisque, comme vous le savez, son secrétariat a été conçu de manière non opérationnelle, ceci pour éviter la création d'un nouvel appareil bureaucratique superflu. Il importe donc que de cas en cas la commission puisse bénéficier des services de l'un ou l'autre spécialiste mis à disposition par les institutions membres comme cela s'est notamment passé pour le dépliant-poster grâce à l'ONST ou pour la semaine suisse de Linz grâce à l'OSEC. Cela implique bien-sûr une bonne entente qui ne va pas nécessairement toujours de soi, mais qui semble vraiment régner maintenant parmi vous et je m'en réjouis très grandement.

Il ne me reste plus qu'à formuler, Messieurs, mes meilleurs voeux pour l'avenir de votre commission et à vous souhaiter à tous, Monsieur le Président, Messieurs les membres de la commission: bon travail!

H. Spühler: Ich möchte in erster Linie Herrn Bundesrat Graber dafür danken, dass er durch die persönliche Anwesenheit hier bei der Institutionierung der neuen Koordinationskommission die Bedeutung unterstrichen hat, die der Gesamtbundesrat und insbesondere der Vorsteher des Politischen Departementes der Kommission gibt. Herr Bundesrat Graber hat mit Insistenz die Bemühungen um dieses Koordinationsorgan unterstützt, was u.a. auch darin zum Ausdruck kommt, dass die Kommission nunmehr durch ein Bundesgesetz, und nicht einfach durch eine Verordnung des Bundesrates eingesetzt worden ist. Die Bedeutung der Kommission wird auch dadurch hervorgehoben, dass sie einen allerdings bescheidenen, aber immerhin respektablen finanziellen Beitrag erhält. Dieser Beitrag stellt das notwendige Rückgrat dar. Es liegt in der Natur der Sache, dass man Rückgrat haben muss in einer Kommission, in der so viele Bundesinstanzen und so viele selbständige private oder halbstaatliche Organisationen tätig sind, die alle mit Recht auf ihre Autonomie bedacht sind. Die Kommission hat indessen eine Führungsaufgabe, die aber nur dann erfüllt werden kann, wenn alle Einzelglieder zusammenwirken. Die Führungsaufgabe liegt nicht in einer strengen Weisungskompetenz. Vielmehr muss sie durch Gemeinsamkeiten erarbeitet werden. Es ist auch zu beachten, dass die Kommission, wie Herr Bundesrat Graber dies bereits gesagt hat, grundsätzlich keine eigenen Produktionen durchführen kann, sondern dass diese Produktionen den Mitgliederorganisationen, die der Kommission angehören, ausgeführt werden müssen. Damit ist zum Ausdruck gebracht, dass die Kommissionstätigkeit auf dem guten Willen der Zusammenarbeit zwischen den Organisationen beruht. Die Koordinationskommission beginnt ja nicht beim Nullpunkt. Sie hat das Problem der Präsenz der Schweiz im Ausland theoretisch durchgepflügt. Die Frucht dieser intensiven gedanklichen Arbeit ist der Bericht, den sie dem Bundesrat seinerzeit unterbreitet hat. Sie hat das ganze Problem auch praktisch durchexerziert. Die Erfahrungen, besonders der letzten Monate, haben gezeigt, dass unsere Koordinationskommission eine durchaus nützliche, notwendige und - ich wage es zu behaupten - auch erwünschte Tätigkeit ausüben kann. Mit diesen Worten möchte ich mir im Sinne des vom Bundesrat erteilten Auftrages erlauben, die Leitung der Sitzung zu übernehmen.

*von

Haben Sie Bemerkungen zur Traktandenliste? Sie ist genehmigt.

2. Procès-verbaux de la séance du 7 juillet 1976

H. Spühler: Es handelt sich um die Protokolle der letzten Plenarsitzung. Da keine Bemerkungen angebracht werden, sind sie genehmigt.

3. Rapport d'activité 1976

H. Spühler: Im Auftrag des Ausschusses hat das Sekretariat einen Jahresbericht ausgearbeitet, den es nun zu diskutieren gilt.

M. Boissonnas: Je voudrais poser une question concernant les comptes. Est-ce qu'il n'aurait pas été utile de mentionner les apports de la commission et de préciser où un membre de la commission a également fait un apport? Veut-on éviter de donner l'impression que les moyens de la commission sont parfois des rallonges? Or notre commission parfaitement conscience du fait qu'une collaboration était indispensable et qu'avec sa mise de fonds elle pouvait entraîner l'un ou l'autre des membres de la commission à contribuer à l'exécution du programme dont il s'agit.

M. Borel: On peut adopter les deux attitudes. Vous faites avant tout allusion à l'exposition du Bicentenaire et à l'exposition Heidi.

M. Boissonnas: Et à l'exposition au Musée de l'Art Moderne à New York.

H. Ludwig: Ich frage mich, ob das nicht etwas zu weit führen würde. Man müsste dann von allen Institutionen, die irgendwelche Beiträge finanzieller oder auch anderer Art geleistet haben, ein genaues Verzeichnis vorlegen. Der Einfachheit halber wäre es vorzuziehen, wenn nur die direkten Beiträge der Kommission erwähnt würden, so wie es im Bericht steht.

H. Spühler: Man kann sich immerhin Fälle vorstellen, wo es angebracht wäre, sowohl den Beitrag der Koordinationskommission wie den Beitrag einer andern Organisation zu erwähnen.

M. Boissonnas: Il y a des cas où la commission de coordination a pris la moitié des frais à sa charge à condition que Pro Helvetia, par exemple, assume l'autre moitié. C'est autre chose que dans un cas où par exemple l'Office d'expansion commerciale s'occupe d'une foire et que la commission de coordination fournit le dépliant. Il y a une grosse différence de poids.

H. Spühler: Das Einfachste ist, dass wir bei Fällen, wo ein substantielles Mitwirken einer beteiligten Organisation in Frage steht, wir dies noch besonders erwähnen, und zwar zur Abrundung und Vervollständigung des Bildes. Deswegen brauchen wir keinen neuen Bericht für 1976 zu erstatten. Ich stelle fest, dass die Kommission den Bericht genehmigt.

4. Comptes 1976

H. Spühler: Der Kommentar ist im "Rapport d'activités" unter Punkt 4 enthalten. Wir haben das Kunststück fertiggebracht, den zur Verfügung gestellten Kredit von Fr. 800'000.- nicht vollständig auszugeben, was sich sehr gut macht in der gegenwärtigen Atmosphäre; andererseits haben wir es verstanden, in zweckmässiger Weise unseren Plänen entsprechend mit dem Geld umzugehen. Da die Diskussion nicht verlangt wird, stelle ich fest, dass Sie die Rechnung 1976 und alle Berichte über die Tätigkeit 1977 genehmigt haben.

5. Programmes d'activités 1977-80

H. Spühler: Es handelt sich um ein Rahmenprogramm für ungefähr drei Jahre, was bedeutet, dass es nicht absolut bindend sein kann für diese Zeit und wir durchaus die Möglichkeit haben, Änderungen vorzunehmen. Ich möchte auf Seite 2 hinweisen, wo im Zusammenhang mit den "expositions universelles" erwähnt wird, dass wir Produktionsmittel einsetzen sollten, die auch später verfügbar sind. Dies nicht nur aus Kostengründen, sondern auch wegen der Efficiency. Wenn wir also ein Instrument schaffen, dann nicht nur für eine einmalige Anstrengung, sondern für eine möglichst vielfache Verwendung. Pro Helvetia macht das mit den sog. Einwegausstellungen.

M. Curchod: La commission devrait se préoccuper peut-être assez rapidement de confronter les priorités qui ont été dégagées en 1974 avec l'évolution, de façon à éventuellement les pondérer ou à les redéfinir en tenant compte d'une évolution qui ne peut pas rester statique.

H. Spühler: Der Wunsch von Herrn Curchod ist zu unterstützen. Die Prioritäten sind nicht ein für allemal festgestellt und unangreifbar. Wir wollen unsere Politik immer wieder neu überdenken. Das gilt auch für den Bericht, den wir dem Bundesrat erstattet haben.

M. Boissonnas: La dernière phrase du point 2, à la page 3, tient compte du vœux de M. Curchod parce qu'il y est dit qu'on reverra les priorités quand cela sera nécessaire. - Le chapitre concernant le film doit retenir particulièrement notre attention. Celui qui n'a pas suivi nos délibérations pourrait penser que la commission compte remplacer le film sur la Suisse par un film général consacré à notre pays. Cette question devrait être laissée ouverte. Il n'est pas exclu qu'un jour nous arrivions à la conclusion qu'il vaut mieux faire plusieurs films sur différents aspects de la Suisse plutôt que de réaliser un seul film.

H. Spühler: Die Arbeitsgruppe wird zum Problem Film noch besonders Stellung nehmen. Vorläufig liegt lediglich eine Aufstellung der Probleme vor, die sich unter dem Titel Film ergeben. Die Arbeitsgruppe Film wird nächstens ihre Tätigkeit aufnehmen. Damit hat das Plenum das "Programme d'activités" genehmigt.

6. Prévisions budgétaires pour 1977

H. Spühler: Das Budget 1977 präsentiert sich in Form von runden Zahlen. Es ist unmöglich, ein detailliertes, genaues Budget aufzustellen. Wir haben es mit einer Richtlinie, mit einem allgemeinen Programm in Form von Beträgen zu tun.

H. Diener: Sind Fr. 30'000.- im Punkt 7 "Italie" nicht etwas allzu bescheiden? Wir haben uns zu überlegen, welche Imageprobleme die Schweiz in Italien zu bewältigen hat. Mit Fr. 30'000.- kann man nicht viel unternehmen. Es wäre interessant, Herrn Lafranchi zu diesem Thema zu hören.

M. Lafranchi: Si l'on pense à l'Italie comme pays prioritaire et si l'on compte mettre à disposition frs 30'000.-, on doit poser la question de savoir quel est le programme pour l'utilisation de la somme indiquée. Si le bureau est de l'avis que frs 30'000.- sont suffisants pour commencer certaines actions sur la base de certaines lignes directives, alors je suis d'accord. Si au contraire on pense devoir intervenir dans une mesure la plus efficace possible, alors on se rendra compte que frs 30'000.- sont vite dépensés. Dans ces conditions je ne veux pas faire de propositions, mais demander quel est le programme prévu, de quelle façon veut-on utiliser cette somme? Ceci dit, permettez-moi de remercier le Conseil fédéral et le Département politique tout particulièrement d'avoir appelé un représentant de la Suisse italienne au sein de cette commission. Je pense que du point de vue politique c'était sage de le faire.

M. Boissonnas: Cet après-midi, le bureau exécutif aura à s'occuper d'une seule manifestation en Italie, les rencontres cinématographiques à Sorrento; la ville de Naples a adressé à différentes organisations de notre commission une invitation à se manifester à Naples-même. Pro Helvetia se chargeant elle seule de la semaine cinématographique à Sorrento, on peut admettre que pour les manifestations annexes les frs 30'000.- seront épongés très rapidement. Il ne restera donc plus rien pour l'Italie. Dans ces conditions on peut se demander s'il est juste de prévoir un montant aussi haut pour l'acquisition de copies de film (frs 150'000.-), alors que nous avons versé l'année passée frs 120'000.- à la SSR pour les achats de films. Ceux-ci ne sont pas encore en circulation. D'autre part les frs 20'000.- pour le dépliant ne paraissent pas suffisants. On songe en effet à une très grande distribution et à des éditions rédigées en plusieurs langues. Ne devrions-nous pas prévoir un plus grand montant pour le dépliant et une somme un peu plus modeste pour les copies de film?

M. Borel: En ce qui concerne le dépliant, les frs 200'000.- représentent un solde. Une avance de frs 150'000.- a déjà été faite l'année passée à l'ONST. Le total de frs 350'000.- permettrait de couvrir l'ensemble de l'opération pour 1 million d'exemplaires en 15 langues, compte tenu des paiements déjà effectués en 1976. Pour

le film, il est évident qu'on aurait pu prévoir moins. Il est toutefois question de préparer un film sur la Suisse qui, évidemment, serait assez coûteux. Etant donné qu'il y a une réserve de frs 120'000.-, je ne vois pas d'inconvénients à inscrire frs 100'000.-, voire frs 80'000.- au budget 1977 et d'ajouter la différence au budget Italie. En ce qui concerne le programme pour l'Italie, nous aurons évidemment, inclus dans la rubrique des comptes "Dépliant", le prix d'un nombre élevé de dépliants en italien qui pourront être distribués dans tout le pays. Il convient de mentionner en outre le projet qu'il était prévu de discuter cet après-midi au bureau exécutif d'une semaine suisse à Naples et la question que le bureau exécutif n'a pas encore tranchée de manière définitive et qui nous avait été posée par la commission consultative pour le problème des étrangers; rappelons qu'elle souhaitait un apport financier pour préparer du matériel audio-visuel à l'intention des travailleurs étrangers. Avec M. Tschannen, nous avons participé aux travaux du groupe de travail de la commission consultative et il y a certains volets de cette documentation audio-visuelle qui nous ont paru très intéressants et qui mériteraient d'être soutenus, contrairement à la première décision de notre commission.

M. Jaccard: Je voudrais ajouter encore un petit mot à propos de l'Italie. Il est vrai que les frs 30'000 représentent une somme fort modeste. Mais il est possible que pour 1978 nous devions envisager une dépense beaucoup plus importante en ce qui concerne l'Italie. Je rappelle que cette année nous organisons en octobre la Semaine suisse de Linz pour laquelle nous prévoyons frs 100'000.- selon le budget de 1977. La Semaine suisse de Linz est, comme l'a pensé le bureau exécutif, une opération qui équivaut à un exercice. Nous avons choisi Linz délibérément parce que les conditions y sont relativement simples. Si, ce que nous souhaitons tous, cet exercice se termine sur un résultat positif, nous pensons répéter l'opération en Italie, par exemple dans la région milanaise, le Mezzogiorno ou ailleurs encore. Il y aura donc une dépense beaucoup plus importante pour l'Italie en 1978.

M. Moser: Est-ce qu'on n'avait pas prévu aussi de promouvoir des traductions en italien de films suisses qui par le truchement de la télévision tessinoise toucheraient une grande partie de l'Italie? Cela entrerait dans une autre catégorie de budget, mais servirait quand-même à la correction de l'image de notre pays en Italie. Est-ce qu'il y a eu une décision là-dessus?

M. Curchod: Il y avait en effet une déclaration d'intention de la télévision tessinoise d'intensifier la traduction de films suisses en langue italienne pour l'Italie, mais je dois attirer l'attention sur le fait que depuis l'année dernière la télévision tessinoise qui jouissait d'une audience quotidienne extrêmement importante en Italie, jusque dans la région de Rome et de Naples, a vu cette présence considérablement diminuée pour différentes raisons, notamment politiques et financières. Vous savez qu'il y a une nouvelle loi sur la radio/télévision en Italie. Je dois dire que ce type-là de

présence, qui était pourtant utile, est compromis. Il faudra songer pour l'avenir à des moyens de remplacement. Je ne suis pas certain aujourd'hui que l'on puisse concrétiser valablement cette diffusion de films suisses pour l'Italie. C'est plutôt le contraire, ce sont les radios et télévisions italiennes qui risquent de pénétrer en Suisse.

M. Moser: Dans ce cas, il faudrait examiner la collaboration avec les mass-media étrangers et corriger un peu le tir.

M. Curchod: La collaboration est actuellement très difficile avec l'Italie.

H. Plüss: Die Schweizerische Handelskammer in Italien plant für 1977 auch gewisse Aktionen. Ob sie durchgeführt werden können, hängt vom Entscheid des Bundesrates über die Zusatzmillion für die Zentrale für Handelsförderung ab. Von dieser Million könnte ein kleiner Betrag für Italien abgezweigt werden, etwa in der Grössenordnung von Fr. 10'000.- bis 20'000.-.

H. Ludwig: Das Gesuch für die Ausrichtung des zusätzlichen Beitrages an die Handelszentrale wurde gestellt. Wir hoffen, dass der Bundesrat innerhalb nützlicher Frist einen positiven Entscheid fällen wird.

H. Moser: Wir haben die Handelskammer Mailand mit der Vertretung der OSEC an den Messen Mailand, Verona und Bari beauftragt. Damit stellt sich erneut die von Herrn Boissonnas am Anfang der Sitzung aufgeworfene Frage: Sollten wir Zusatzstätigkeiten, die wir finanzieren, im Bericht der Koordinationskommission erwähnen oder nicht? Die Zusatzstätigkeiten gehören auch zur Imagewerbung. M.E. brauchen sie im Bericht der Kommission nicht erwähnt zu werden; das würde zu weit führen.

M. Lafranchi: La discussion a démontré la nécessité d'une connaissance aussi complète que possible des différentes interventions concernant l'Italie. Ce n'est que sur la base d'une documentation complète qu'on pourra dire si les frs 30'000.- répondent en ce moment-ci au besoin d'une présence qualifiée en Italie. Le budget prévoit également frs 30'000.- pour l'achat de drapeaux. N'y a-t-il pas une disproportion entre cette intention et la priorité pour l'Italie?

H. Bänninger: Fr. 30'000.- für Italien können wenig oder viel sein. Dasselbe gilt für Fr. 30'000.- für Schweizerfahnen und Fr. 150'000.- für den Film. Es kommt darauf an, was man daraus machen will. Es wird Aufgabe des Ausschusses sein, diese Zahlen konkret mit Programmen auszufüllen. Vorläufig haben wir es lediglich mit Budgetvorhersagen zu tun. Sie sind ebenso präzise wie Wettervorhersagen.

H. Spühler: Die Frage ist lediglich die, ob wir heute einen andern Betrag einsetzen wollen. Aber auch wenn wir Fr. 100'000.- vorsehen,

werden wir den Verhältnissen nicht gerecht. Wir müssen auch daran denken, dass unsere Tätigkeit, auch wenn sie richtungsweisend sein soll, subsidiär ist. Die andern Organisationen verfügen über viel mehr Geld. Sie sind es, die in erster Linie tätig sein müssen. Die "prévisions budgétaires" haben die Aufgabe, Marschrouten zu geben und zu zeigen, wo gewisse Tätigkeiten für die Koordinationskommission in Frage kommen. Die Priorität Italien muss aber auch die Pro Helvetia, die Verkehrszentrale, die Handelszentrale, die SRG interessieren.

M. Borel: Il me paraîtrait quand-même utile de donner une première suite à la remarque de M. Lafranchi en demandant aux membres de la commission de nous signaler s'ils ont des projets importants en Italie au cours de cette année et, plus particulièrement pour les membres du plénum, s'ils en ont pendant la période du 24 septembre au 1er octobre, où on nous demande d'organiser une semaine suisse à Naples. Peut-être que Swissair ou un autre membre de la commission organise quelque chose à Rome juste avant ou juste après qui pourrait être transporté à Naples. C'est la question que nous avons posée aux membres du bureau exécutif, mais qui doit aussi être posée aux membres du plénum. Nous avons par exemple constaté que Pro Helvetia organisera à Rome une exposition de livres quelques semaines après cette période des rencontres du cinéma à Sorrento et qu'il serait éventuellement possible de la transférer à Naples.

H. Spühler: Ich möchte die Anregung von Herrn Borel aufnehmen und gewissermassen das Traktandum "Italien" des Ausschusses schon hier behandeln.

H. Moser: Ungefähr zur gleichen Zeit wie die Manifestation in Sorrento und Neapel findet die internationale Ausstellung von Bari statt, die das ganze Mezzogiorno umfasst und einige Hunderttausende von Besuchern anzieht. Die schweizerische Beteiligung wird von der Handelskammer Mailand organisiert. Könnte man die Sorrento-Ausstellung nach Bari verschieben? Die Handelskammer verfügt nur über Fr. 10'000.- für Bari, d.h. für einen Informationsstand. Beteiligt sind auch die Verkehrszentrale und Swissair. Könnte man unsere Teilnahme in Bari kulturell ergänzen? Wir hätten zwei Fliegen auf einen Schlag: Bari und Neapel.

H. Boissonnas: Damit keine Missverständnisse entstehen, sei darauf hingewiesen, dass eine Verlagerung der Filmwochen von Sorrento nach Bari ausgeschlossen ist. Die Ausstellung, die von Neapel gewünscht wird, existiert noch gar nicht. Es ist die Frage, ob neben den Filmwochen noch Veranstaltungen allgemeiner Art für die Schweiz stattfinden sollen. Je nachdem, was die Kommission für Neapel beschliesst, können wir sehen, ob etwas davon nach Bari gehen kann.

M. Guisan: En ce qui concerne la présence de la Suisse en Italie, je ne sais pas quel genre de présence nous voulons mettre en valeur dans ce pays. En tout cas la Suisse, comme place financière, s'expose de manière suffisante aux Italiens ces derniers temps. C'est plutôt à ceux qui ont abîmé notre image financière à l'étranger de se préoc-

cuper de ce problème. L'Italie est présente dans tous les points de notre budget. Nous favorisons l'Italie par rapport à tous les autres pays. Cela vaut pour le dépliant, pour les Glimpses of Switzerland et pour d'autres types d'action encore. Nous n'avons pas précisé dans les différents postes à quel pays nous pensions, mais l'Italie est toujours visée. Ce pays ne peut pas être encore plus privilégié qu'il ne l'est déjà. Il participe à l'effort commun et à une position particulière par les frs 30'000.-. Tous comptes faits, il y a dans les prévisions qui nous sont présentées une certaine harmonie. Il n'y a pas de raison de modifier ce plan.

M. Borel: Les frs 30'000.- que j'ai inscrits dans ces prévisions budgétaires, l'ont été notamment en pensant à Sorrento et à Naples, où, par exemple, les organisateurs locaux souhaiteraient disposer d'une chorale, d'un ensemble folklorique ou d'un orchestre suisse. Il y a là une première demande qu'il ne serait a priori pas très difficile de satisfaire. La manifestation organisée à Naples marquera la fin du Festival du cinéma de Sorrento. Dans ce cadre-là, il me paraît assez difficile de ne pas être présent. C'est là une des justifications des frs 30'000.- et, comme l'a dit M. Guisan, l'Italie apparaît par ailleurs dans toutes les rubriques spéciales.

H. Spühler: Mit den Filmwochen in Sorrento wird etwas Abgerundetes geleistet. Es hat keinen grossen Sinn, damit andere Manifestationen zu verbinden. Sorrento ist nicht eine Stadt, die für Italien von Bedeutung ist. Sie wird von Ausländern besucht, die dort Ferien machen. Für diese ist die Filmwoche interessant. Anders ist die Situation in Neapel. Dort wäre eine Präsenz gerechtfertigt.

M. Borel: La demande que nous avons reçue vient de l'Office du tourisme de Naples pour Naples et non pour Sorrento.

M. Boissonnas: Je peux ajouter pour cette clôture dont parle M. Borel qu'elle aura lieu au Teatro San Carlo à Naples, c'est-à-dire dans un des plus prestigieux théâtres de l'Italie. La télévision italienne reproduit la remise des prix du début jusqu'à la fin. Il s'agit d'une manifestation qui est purement de représentation. La manifestation n'a certainement plus rien à faire avec la promotion du cinéma, elle est toutefois très importante pour la présence du pays qui est à Sorrento. Il faudrait envoyer un ensemble qui puisse se présenter sur le plateau. De plus, le maire de Naples aimerait beaucoup avoir une exposition. Pro Helvetia peut éventuellement se charger de cette manifestation-là.

H. Spühler: In diesem Augenblick geht es darum, ob wir den Kredit für Italien etwas ändern wollen. Es könnte sich aber nur um einen Hinweis handeln.

H. Bänninger: Wir können nicht aus dem Aermel heraus Zahlen verändern. Einen neuen Budgetbeschluss zu einem einzelnen Punkt könnten wir nur aufgrund eines konkreten Arbeitsprogrammes vornehmen. Wir haben es lediglich mit "prévisions budgétaires" zu tun.

H. Spühler: Wird verlangt, dass der Kredit für Italien erhöht werden soll?

M. Lafranchi: Je dirai, en principe, oui, mais dans la mesure où le bureau aura examiné les différentes possibilités d'intervention. Il faut faire confiance dans ce sens au bureau. Il est donc plus sage d'attendre.

H. Spühler: Ich fasse das Ergebnis der Diskussion zusammen. Nach wie vor verdient Italien eine Priorität und wir haben ein Augenmerk darauf zu richten, dass von der Kommission aus ein entsprechendes Programm entwickelt wird. Dieses muss sich auf längere Zeit erstrecken. Die Durchführung des Programms wird Schritt für Schritt geschehen. Wir können somit darauf verzichten, an den Fr. 30'000.- etwas zu ändern. Diese Summe stellt lediglich einen Hinweis darauf dar, dass Italien eine andere Rolle spielt im Verhältnis zu den übrigen Manifestationen, die im Rahmen des Budgets aufgestellt worden sind. Sind Sie mit dieser Interpretation einverstanden? Dies ist der Fall. Die Kommission hat damit die "prévisions budgétaires" für 1977 genehmigt.

7. Expo Los Angeles 1981

H. Spühler: Ich stelle das uns vorgelegte Arbeitspapier zur Diskussion.

H. Ludwig: Vergangene Woche fand in Paris die 81. Sitzung des Rates des Bureau International des Expositions statt, an der die Schweiz durch den Präsidenten des BIE, Herrn alt Botschafter Max Troendle, Herrn Botschaftsrat Mordasini (Botschaft Paris) und den Sprechenden vertreten war. An der Sitzung nahm eine ausserordentlich grosse und bedeutende Delegation der USA teil, in der auch der Präsident der organisierenden Instanz der Weltausstellung vertreten war. Das Reglement für die Ausstellung war bereits vor einigen Monaten genehmigt worden. Die amerikanische Delegation berichtete über die Vorbereitungen. Diese laufen zwar normal. Immerhin haben sich auf drei Gebieten gewisse Schwierigkeiten gezeigt. Die erste betrifft die Uebertragung der Eigentumsverhältnisse am Ausstellungsgelände. Dieses gehört verschiedenen Immobilienbesitzern; sie müssten sich mit der organisierenden Instanz einigen, die das ganze Gelände käuflich erwerben wird. Im weitem ist die Finanzierung der Ausstellung nicht zu 100 % gesichert, doch zeigten sich die Amerikaner recht zuversichtlich. Die dritte Schwierigkeit steht im Zusammenhang mit den Erfordernissen des Umweltschutzes. Der Aufbau der gesamten Infrastruktur, die für eine solche Ausstellung benötigt wird, ist aussergewöhnlich. Das bezieht sich auf die Stromversorgung, die Wasserversorgung, die Abwasseraufbereitung usw. Im Gegensatz zu früheren Weltausstellungen soll der Träger in Los Angeles nicht eine staatliche oder halbstaatliche Instanz sein, sondern eine Gesellschaft (Incorporated Company) nach amerikanischem Recht. Deswegen musste das

Reglement etwas abgeändert werden. Bisher wurde die Teilnahme immer aufgrund von Vereinbarungen zwischen zwei staatlichen Instanzen geregelt. Die neue juristische Besonderheit sollte aber in der Praxis keine Schwierigkeiten bieten. Bekanntlich warten wir schon lange auf die offizielle Einladung. Letzte Woche hat man uns in Paris mitgeteilt, dass die Einladung frühestens Ende August/anfangs September 1977 versandt werden würde. Das hat für die teilnehmenden Staaten schwerwiegende Folgen; denn die Zeit für die Entschlussfassung wird aussergewöhnlich kurz. Der Bundesrat sollte sich möglichst frühzeitig mit dem Grundsatzbeschluss befassen. Dies umso mehr, als aller Wahrscheinlichkeit nach ein Kreditbegehren an die eidgenössischen Räte gestellt werden müsste. Das Verfahren vor dem Parlament braucht bekanntlich eine gewisse Zeit. Mit der Planung und Konzipierung einer schweizerischen Beteiligung kann man erst beginnen, wenn man weiss, wieviel Geld zur Verfügung steht. Im weiteren habe ich mich bei meinen Kollegen aus den kleineren westeuropäischen Ländern nach dem Stand der Dinge erkundigt. Bekanntlich herrscht nirgendwo grosse Begeisterung über diese Weltausstellung, weil sie ausgerechnet in einem metropolen, stark bebauten Gebiet wie Los Angeles durchgeführt werden soll. In diesem Gebiet, zum mindesten was die schweizerische Wirtschaft betrifft, ist unser Land gut vertreten. Gewisse Länder, wie Oesterreich, sind der Auffassung, dass es ihnen allein schon aus politischen Gründen kaum möglich sein werde, der Ausstellung fernzubleiben. In den skandinavischen Ländern ist die Stimmung etwas anders. Dort wäre man noch eher bereit, eine Absenz in Kauf zu nehmen. Für die Schweiz lautet die Frage somit weniger, ob wir mitmachen wollen oder müssen, sondern ob wir es uns leisten können, in Los Angeles abwesend zu sein. Dabei muss man sich vergegenwärtigen, dass ein Jahr nach Los Angeles, nämlich 1982, in den USA eine weitere bedeutende internationale Ausstellung stattfinden wird, und zwar eine Energieausstellung in Knoxville, Tennessee. Dieser Anlass wird aller Voraussicht nach eine grosse Ausstrahlung auf dem ganzen nordamerikanischen Kontinent haben. Für die schweizerische Wirtschaft ist sie von aussergewöhnlichem Interesse. Die Handelszentrale wird sich bemühen, eine offizielle schweizerische Beteiligung zu veranstalten, die dann ausschliesslich von der schweizerischen Exportindustrie finanziert wäre, gleichzeitig jedoch einen offiziellen Charakter hätte. Machen wir in Knoxville mit, dann fällt uns vielleicht der Entscheid, in Los Angeles nicht dabei zu sein, etwas leichter. Schliesslich ist zu beachten, dass bereits siebeneinhalb Jahre nach Los Angeles die übernächste Weltausstellung stattfinden wird, und zwar in Australien (1987/88).

H. Spühler: Der Bericht von Herrn Ludwig hat uns einige neue Elemente gebracht. Für die Koordinationskommission geht es darum, dem Bundesrat ex officio einen Bericht zu erstatten über die Zweckmässigkeit einer Beteiligung an einer Weltausstellung. Das gehört zum Pflichtenheft der Kommission. Um diese Aufgabe kommt sie nicht herum, auch wenn die entscheidende, nämlich die politische Frage, vom Bundesrat beantwortet werden muss. Wir haben lediglich die Elemente zur Beurteilung zu liefern.

H. Boissonnas: Wie weit ist das Programm, wie es umschrieben wird, zum Thema "De peuple à peuple" ou "Les voies de la compréhension" verbindlich? So wie es hier dargestellt ist, bekomme ich den Eindruck, dass es eine Art "who is the best, who is the biggest" werden wird. Man will sogar jedem Aussteller zumuten, dass er zeigt, zu welchem "moral standard" er es gebracht hat. Das ist der schlechteste Weg, um das gegenseitige Verständnis zu fördern, wenn jeder nach Los Angeles gehen soll, um zu zeigen, dass er es wirklich am weitesten gebracht hat, sowohl technisch wie kulturell wie moralisch.

M. Guisan: Il ressort des renseignements donnés par M. Ludwig que l'exposition était soutenue par une société privée, et non pas par une organisation publique ou semi-publique. Le partenaire formel sera donc une société privée. Dans quelle mesure l'Etat américain, comme puissance politique, soutient-il l'exposition universelle?

H. Ludwig: Das Thema der Expo Los Angeles ist absichtlich vage gehalten. Das ermöglicht den teilnehmenden Ländern, die Gestaltung der Pavillons nach bestem Gutdünken zu machen. Es sollte jedoch alles im Zusammenhang mit der zwischenmenschlichen Kommunikation stehen. Das kann auf sehr verschiedene Art zum Ausdruck kommen. Wir haben den Eindruck, dass es weniger darum gehen wird, einen Wettbewerb zu veranstalten, der darüber entscheiden würde, wer der Grösste ist und wer den eindruckvollsten Pavillon erstellen kann. Zudem wird eine gesonderte internationale Halle geschaffen werden, in der die sog. ärmeren Länder Platz mieten können, um sich zusammen mit andern Ländern vorzustellen. Diese Idee ist aber nicht überaus glücklich; denn es wird ein Mischmasch von heterogenen, miteinander in keinem Zusammenhang stehenden Darbietungen geben. - Zur Frage der Trägerschaft ist zu bemerken, dass eine solche Ausstellung, damit sie vom BIE offiziell anerkannt wird, von der Regierung des betreffenden Landes unterstützt werden muss. Präsident Ford hätte diese Zusicherung gegeben. Sie ist von Präsident Carter bestätigt worden. Offen ist allerdings die Frage, inwiefern der amerikanische Staat sich finanziell beteiligen wird. Es wird auch die Unterstützung der beteiligten Gemeinden in Aussicht genommen. Die Zusicherungen liegen aber noch nicht vor, weil ein Teil des Geländes in der Municipality von Ontario liegt, ein weiterer Teil ist in derjenigen von Los Angeles. Das alles schliesst nicht aus, dass der Vertrag einerseits zwischen einer staatlichen Instanz, andererseits einer privaten Gesellschaft wird abgeschlossen werden müssen.

H. Ney: Das Auslandschweizersekretariat hat bei einigen prominenten Schweizern, die in der Gegend von Los Angeles niedergelassen sind, eine Sondierung vorgenommen, um zu erfahren, was davon gehalten würde, wenn wir der Weltausstellung fernblieben. Mit einer einzigen Ausnahme ist erklärt worden, dass ein Fernbleiben keine nachteiligen Folgen hätte. Die positive Antwort kam wahrscheinlich vom einem der Herren, die schon beauftragt worden sind, gewisse Vorarbeiten für einen Pavillon auszuführen. Das Ergebnis der Sondierung ist recht aufschlussreich.

- 17 -

M. Jaccard: Dans l'intérêt de l'information réciproque je voudrais ajouter qu'en vue de la séance d'aujourd'hui nous avons demandé à notre ambassade à Washington de se renseigner auprès des autorités américaines sur les préparatifs concernant l'exposition de Los Angeles. La réponse qui nous est parvenue n'est pas très optimiste. Le Département du commerce déclare que la réalisation de l'exposition n'est pas assurée. Des pronostics plutôt pessimistes portent aussi bien sur la préparation du terrain que sur le financement. Le gouvernement américain a demandé aux organisateurs des précisions dont on ne sait pas très bien si elles sont déjà parvenues. D'autre part il faut signaler que d'autres expositions sont en préparation aux Etats-Unis également. L'Office d'expansion commerciale nous a écrit une lettre il y a quelques jours pour nous faire savoir que l'Oklahoma State Fair aura lieu en septembre/octobre 1977, donc cette année encore; on nous demande d'y participer. Cette invitation est fort tardive. Il paraît impossible que nous donnions un préavis positif pour cette manifestation-là. Enfin, je signale que l'ambassade à Washington nous renseigne sur une manifestation particulière qui doit nous intéresser également dans le cadre de la discussion que nous avons actuellement. La Walt Disney Incorporated étudie un projet qui doit se réaliser en 1980, c'est-à-dire une année avant l'exposition de Los Angeles. A ce sujet, l'ambassade à Washington nous écrit ce qui suit: "Die Walt Disney Productions hat dieser Botschaft das Projekt einer Erweiterung der bestehenden Walt Disney World in Florida durch eine permanente Nationenschau unterbreitet. Die Eröffnung dieser Schau ist für 1980 geplant. Sie soll in ihrem Endzustand Ausstellungsgebäude von maximal 31 Ländern oder Ländergruppen in ringförmiger Anordnung enthalten. Diese Anordnung hat den Vorteil, dass die Grundfläche der einzelnen Gebäude je nach Bedürfnis des ausstellenden Landes verschieden gross gewählt werden kann, dass aber doch jedes Land sich für den Besucher durch eine in Gestaltung und Grösse gleiche Fassade präsentiert. Damit wird ein architektonischer Wettbewerb, wie er an Weltausstellungen üblich ist, zum Vorteil der kleineren Aussteller verhindert. Da die Nationenschau eine Erweiterung des bestehenden Vergnügungszentrums darstellt, können ihr für den Besuch relativ günstige Prognosen gestellt werden in Anbetracht der Tatsache, dass das Vergnügungszentrum schon jetzt mehr als 10 Millionen Besucher pro Jahr verzeichnen kann. - Walt Disney Productions wird die Infrastruktur zur Verfügung stellen, während die Kosten der einzelnen Gebäude, ihrer Einrichtung und des Betriebes zulasten des Ausstellungslandes gehen. Allfällige Einnahmen - z.B. von Restaurationsbetrieben - kommen dem Ausstellungsland zugute. - Die Vorbereitung soll in den folgenden Phasen verlaufen: Vertreter der diplomatischen Missionen in Washington werden individuell zu einer eingehenden Orientierung eingeladen. Spricht ein Land in der Folge sein Interesse aus, wird eine Delegation der Walt Disney Productions die zuständigen Behörden besuchen. Das Land kann darauf hin von ihr eine Projektstudie ausarbeiten lassen, deren Kosten auf \$ 250'000.- veranschlagt werden und für deren Ausarbeitung 6-9 Monate nötig sind. Erst dann ist der Entscheid über die Beteiligung zu fällen. - Durch die Terminplanung (Eröffnung 1980) könnte dieses Projekt mit der Weltausstellung 1981 in Los Angeles in eine gewisse Konkurrenz treten, und ich wollte deshalb nicht verfehlen, Sie im Hinblick auf die

Sitzung der Koordinationskommission vom 4. Mai unverzüglich zu orientieren. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir Ihre erste Reaktion mitteilen könnten und mich insbesondere wissen lassen würden, ob diese Botschaft sich von der Walt Disney Productions eingehender orientieren lassen soll."

H. Spühler: Diese Mitteilung eröffnet neue Perspektiven, die wir sorgfältig prüfen müssen.

M. Lafranchi: Les informations qui sont apportées ici au lieu de faciliter la tâche la rendent plus difficile encore parce qu'on envisage plusieurs possibilités: Los Angeles, Walt Disney, exposition sur les problèmes de l'énergie, Oklahoma State Fair etc. L'exposition de Los Angeles vise un but particulièrement vaste. Cela pose tout de suite le problème du choix sur le plan politique et non pas seulement sur un plan économique ou industriel. C'est l'autorité politique qui est la mieux placée pour juger de l'opportunité d'une participation suisse. Pour notre pays la Californie est très importante. Les Suisses qui y sont établis sont bien connus et ont donné à notre pays un good will important. D'autre part, on pourrait se demander s'il ne serait pas plus efficace d'abandonner la participation à l'exposition universelle et de soutenir avec des efforts particuliers l'action de Swissair, de l'Office national suisse du tourisme, de la Chambre de commerce etc. En prenant part à cette grande exposition nous courons le risque de nous perdre dans une très vaste organisation. Je livre ces quelques considérations à l'attention des collègues ici présents, sans prendre de position définitive.

M. Boissonnas: Est-ce que l'Office suisse d'expansion commerciale a tiré un parallèle avec les expositions précédentes aux Etats-Unis? Je pense en particulier à Seattle, à New York, éventuellement aussi à San Antonio. Je crois me souvenir que Seattle avait été un succès. En revanche, New York s'est terminé sur une catastrophe financière. Là aussi c'était une société privée qui en avait été le promoteur. Est-ce que des comparaisons avec Los Angeles sont possibles?

H. Ludwig: Diese Ausstellungen fanden zu einer Zeit statt, da ich noch nicht bei der Handelszentrale war. Ich kenne deswegen nicht alle Einzelheiten. Immerhin kann ich bestätigen, dass die Weltausstellung in New York von einer privaten Körperschaft geführt wurde, die keine offizielle Unterstützung hatte. Wenn die Ausstellung in Los Angeles stattfindet, dann verfügt sie doch über eine ganz andere, solide Basis.

M. Jaccard: Je ne puis que répondre partiellement à la question posée par M. Boissonnas. J'ai vu la World Fair à New York et Hemisphere à San Antonio. Le pavillon suisse à New York était très peu réjouissant. Il était dû à des initiatives privées. Il n'y a pas eu de participation officielle. Cela n'empêche pas de constater que ce pavillon-chalet où l'on servait surtout des fromages, n'a pas donné de notre pays une l'image que l'on pouvait souhaiter. Je puis également confirmer que l'exposition a mal tourné au point de vue financier. Quant à San Antonio on doit se demander après coup si les dépenses engagées par la Confédé-

ration ont été véritablement productives. On s'est trompé sur l'importance de la ville. Notre pavillon était modeste, intéressant quant à son contenu, mais mal conçu quant à la présentation. Il n'a guère retenu l'attention du public. Après coup on doit constater que nous aurions pu renoncer à participer à San Antonio sans inconvénient.

H. Plüss: Müssen wir nicht für Los Angeles gewisse Bedenken in bezug auf die finanzielle Seite hegen? Gerade der Umstand, dass es sich um eine private Organisation handelt, könnte zu finanziellen Schwierigkeiten führen. Dies umso mehr als verschiedene Vorfragen noch gar nicht bereinigt sind und die Realisierungsmöglichkeit in Frage gestellt ist. Wenn wir die Wahl haben zwischen der Ausstellung in Tennessee und der Weltausstellung in Los Angeles, dann fällt die Wahl sehr leicht zugunsten von Tennessee aus, jedenfalls von der schweizerischen Wirtschaft her. Steht uns aber diese Alternative überhaupt offen? Müssen wir nicht aus andern als wirtschaftlichen Überlegungen das eine tun und das andre nicht lassen? Wenn wir aber eine echte Wahlmöglichkeit haben, dann würde ich dafür plädieren, dass wir auf Los Angeles verzichten und in Knoxville mitmachen. Schliesslich ist zu beachten, dass es sich bei der Walt Disney Ausstellung um eine permanente Präsenz handeln würde. Dieser Umstand ist wichtig. Publikumsässig wäre mit einer grösseren Resonanz als mit einer vorübergehenden Ausstellung in Los Angeles zu rechnen.

H. Diener: Ich bin ebenfalls der Auffassung, dass die Energie-Ausstellung in Knoxville, Tennessee, sehr bedeutend sein wird. Die Schweiz sollte hier unbedingt vertreten sein. Knoxville verdient auch die Unterstützung der Koordinationskommission. Wenn ich mir die Auswirkungen einer Weltausstellung überlege, dann würde ich eine Präsentation bei Walt Disney vorziehen. Diese wird sicherlich sehr lange dauern. Es wird sich nicht nur vier oder fünf Monate handeln. Wer das komische, aber sehr effektvolle Matterhorn bei Los Angeles gesehen hat, weiss, wie gross die Bedeutung dieser Darstellung auch für unser Land ist. Es handelt sich gewiss um eine naive, aber technisch gekonnte Präsentation. Die Weltausstellung in Los Angeles wird nicht so viele Leute aus andern Ländern herbeiführen wie es z.B. Japan fertiggebracht hat. Japan hat mit seiner ganzen Kultur und seiner Exotik einen ganz andern Boden abgegeben als es Kalifornien machen wird.

H. Ludwig: Solange für Los Angeles die Trägerschaft eine private Gesellschaft ist, besteht ein grosses Risiko. Wenn spätestens Ende August die Einladungen verschickt werden, haben wir die Gewissheit, dass die Finanzierung sichergestellt und die Durchführung gewährleistet ist. Der Entscheid hängt dann vom Bundesrat und den Eidgenossen ab. Es handelt sich also um einen politischen Entscheid. Dagegen ist die Teilnahme in Knoxville eigentlich Sache der Privatwirtschaft. Wir können eine ausschliesslich durch die schweizerische Exportwirtschaft finanzierte Beteiligung organisieren. Dabei können wir die Gelegenheit benützen, um neben dem wirtschaftlich-industriellen Material auch die Schweiz allgemein, kulturell und politisch zu zeigen. Insofern ist H. Diener beizupflichten, wenn er sagt, dass die Koordinationskommission einen Beitrag zu leisten hätte.

H. Fricker: In der heutigen Phase und aufgrund der vorhandenen Informationen sind wir gar nicht in der Lage, endgültig Stellung zu beziehen. Man wird wohl oder übel zuwarten müssen, bis die Einladung formell eintrifft.

H. Spühler: Aus den Erfahrungen heraus können wir sagen, dass die Beteiligung an einer Weltausstellung nicht die zweckmässigste Lösung für Fragen der Landeswerbung ist. Das Geld, das wir in eine Weltausstellung investieren müssen, kann besser verwendet werden, z.B. für Spezialausstellungen. Die Frage bleibt letzten Endes rein politisch. Kann sich die Schweiz leisten, an einer Weltausstellung wie derjenigen in Los Angeles nicht mitzumachen? Diese Frage zu beantworten, ist Sache des Bundesrates. Unsere Kommission kann lediglich die Argumente pro und contra darstellen, die Kosten und den Ertrag abwägen. Sie kann auch sagen, dass die Mittel anderweitig eine zweckmässigere Verwendung finden könnten. Die Diskussion, die wir heute gehabt haben, ist lediglich als eine Aussprache zu betrachten. Wir können heute noch keinen Beschluss fassen. Im Ausschuss werden wir die Diskussion fortsetzen können. Weitere Abklärungen sind durchzuführen.

H. Jaccard: Offen ist allerdings die Frage, ob wir das Walt Disney Projekt weiterverfolgen sollen. Abklärungen wären selbstverständlich unverbindlich. Der Vorteil einer Teilnahme an der Walt Disney Ausstellung wäre der, dass es sich um eine permanente Sache handelt. Das sticht sehr vorteilhaft ab von vorübergehenden Ausstellungen wie Los Angeles oder Montreal. Sollen wir unsere Hauptanstrengung auf eine Teilnahme am Walt Disney Projekt konzentrieren? Eine Frage ist die, ob die Kommission damit einverstanden ist, dass wir unverbindlich die Angelegenheit weiterstudieren.

H. Spühler: Die Prüfung sollte fortgesetzt werden. Ich stelle fest, dass die Kommission damit einverstanden ist.

H. Jaccard: In bezug auf die Oklahoma State Fair können wir m.E. heute schon entscheiden. Die Veranstaltung soll Ende September / anfangs Oktober 1977 stattfinden. Ich beantrage Ihnen, dass wir eine Teilnahme ablehnen, und zwar deswegen, weil die Einladung zu spät gekommen ist.

H. Spühler: Es wird kein anderer Standpunkt vertreten. Die Kommission entscheidet im diesem Sinne.

8. Divers

H. Jaccard: Wir sollten das Plenum dazu benützen, um die gegenseitige Information durchzuführen.

H. Plüss: Die besondere Aufgabe, der sich die Union der Schweizerischen Handelskammern zugewandt hat, ist die klare Abstimmung der Tätigkeit der Schweizerischen Handelskammern im Ausland einerseits und der diplomatischen Vertretungen in den Ländern, wo Handelskammern bestehen, andererseits. Wir trachten danach, Doppelspurigkeiten, und, wie teilweise festgestellt wurde, Rivalitäten zu vermeiden. Eine gleiche Abklärung findet mit der Zentrale für Handelsförderung statt, speziell im Hinblick auf die Exportförderung und die Exportberatung. Die Schweizerischen Handelskammern haben letzte Woche in Den Haag ein Treffen durchgeführt. Wir haben auch das Programm für 1977 festgelegt. Ein Teil dieses Programms ist aber noch offen, da es nur vollzogen werden kann im Rahmen der Zusatzmillion, über die der Bundesrat zu befinden hat. Im weitern benütze ich die Gelegenheit, um dem Politischen Departement für die Zusammenarbeit zu danken. Sie hat dazu geführt, dass die Leistungen der Handelskammern, die anstelle der diplomatischen Vertretungen erbracht werden, teilweise vergütet werden können.

H. Diener: Die Swissair hat besonders in den USA in den letzten Monaten eine sehr starke Werbekampagne, die der Schweiz gewidmet ist, in Zusammenarbeit mit der Verkehrszentrale durchgeführt. Das gemeinsame Thema, präsentiert in vierfarbigen Inseraten, heisst: "Switzerland is good for you", mit sehr vielen, zum Teil auch bildlich dargestellten Argumenten. Ein Thema heisst demzufolge: "Swissair is good for you". Im Rahmen dieser Aktionen haben wir einen Prospekt ausgearbeitet, der an die Kommissionsmitglieder verteilt wird. Es handelt sich wieder um die sog. Swiss Travel Invention. Wir beweisen, dass in der Schweiz für unser Geld eben doch ein besserer Wert erhältlich ist als in andern Ländern. Wir sprechen damit besonders die Individualtouristen an, also nicht einfach Gruppenreisende, die auf möglichst billige Weise in die Schweiz kommen, sondern Kreise, die wirklich Land und Leute kennenlernen wollen. Die ganze Aktion ist recht aufwendig, doch sind wir überzeugt, dass sie ihre Früchte trägt. Wenn wir unsere Nordatlantik-Operation ansehen, darf man annehmen, dass solche Aktionen Erfolg haben.

M. Addor: L'OSEC s'est concentré sur l'étude d'une réforme de sa structure, aussi bien pour son siège de Zurich que celui de Lausanne, cela pour répondre mieux encore que par le passé, et compte tenu de la situation économique présente, aux besoins de notre industrie d'exportation. Cette modification de structure a porté essentiellement sur la création de cinq départements opérationnels. Le premier est chargé de la propagande et l'information sur la Suisse à destination de l'étranger. C'est le département qui intéresse le plus notre commission. Un deuxième département est dénommé département d'information sur l'étranger à destination de nos exportateurs, c'est donc un mouvement d'information au sens contraire à celui que j'ai indiqué comme service premier. Le troisième département est le département

qui apporte la plus grande nouveauté dans cette restructuration de l'office, c'est celui de la promotion du commerce extérieur. Il remplace le service que nous appelions précédemment "marché étranger". Il a pour mission d'aider nos exportateurs à trouver de nouveaux débouchés à l'étranger et cela par différents moyens que nous pouvons mettre en oeuvre. Un de ces moyens est la promotion des collaborateurs qui étaient auparavant dans ce service, qui s'appelaient purement secrétaires et que nous avons promus au rang de délégués du commerce extérieur. Désormais ces collaborateurs auront la possibilité de se rendre périodiquement chaque année, à raison de deux ou trois mois, dans les pays dont ils sont responsables. Nous pensons que de cette façon-là ils seront en mesure d'apporter une aide considérablement accrue à nos exportateurs. Le quatrième département est celui de la documentation industrielle; il est chargé de renseigner tous les intéressés étrangers sur la production suisse; de plus, il est responsable de l'édition de notre répertoire de l'exportation suisse. Enfin, le cinquième département, qui est un des plus importants de l'OSEC, s'occupe des foires et expositions à l'étranger. En dehors de ces départements, je signale l'existence d'un service dit de la formation professionnelle. Je reviens sur le département "propagande" pour rappeler qu'il s'agit de diffuser à l'étranger, sous différentes formes, des informations sur l'économie suisse. L'OSEC édite deux revues textiles, l'une est consacrée aux tissus suisses et à la façon de les utiliser pour l'industrie du vêtement; la deuxième revue qui s'appelle Textiles Suisses - Intérieur est destinée aux textiles de l'ameublement. Un autre instrument de diffusion d'information à l'étranger est le bulletin mensuel ("Nouvelles économiques de Suisse") qui paraît en quatre langues et qui est envoyé dans le monde entier. Il donne des informations sur les événements saillants de l'économie suisse, sur d'importantes réalisations de notre industrie, sur la création de nouveaux produits. Ce bulletin provoque régulièrement des demandes de l'étranger d'information complémentaire. Les autres moyens mis en oeuvre sont la diffusion de photos industrielles à l'étranger, de films, d'affiches. Ce département-là dispose également d'un service de presse. Il est appelé à collaborer avec des publications étrangères lors de la création de numéros spéciaux ou de pages spéciales sur la Suisse. C'est ainsi que pour l'exposition industrielle au Caire ce service a réalisé des numéros spéciaux d'une revue publiée en arabe à Londres, revues qui ont eu un grand succès et qui ont contribué à l'effet de notre présence au Caire l'année dernière. Des réalisations analogues sont en cours avec une revue iranienne et avec des revues de l'Asie du sud-est.

M. Blanc: Je veux parler d'une forme de présence de la Suisse qui se fait dans le cadre des priorités de notre commission. Celle-ci a bien précisé que la distribution de la documentation écrite était prioritaire. Il s'agit des innovations scolaires en Suisse par popularité et tendance. Le professeur Egger et moi-même avons écrit une brochure pour le Bureau international d'éducation qui est rattaché à l'UNESCO. La brochure va être diffusée dans tous les pays membres (c'est-à-dire dans près de 150) par les soins de l'UNESCO. L'original est en français. Il est traduit par le BIE en anglais et en espagnol ce qui facilite une connaissance, à l'étranger, des innovations scolaires en

Suisse. La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique est chargée de la traduction en allemand. Celle-ci est bientôt achevée. C'est la raison pour laquelle la diffusion pourra se faire de manière assez étendue pour les pays de langue allemande et en tout premier lieu pour la Suisse elle-même. S'agissant de l'Italie, à laquelle revient une priorité dont on a parlé beaucoup aujourd'hui, nous nous efforcerons d'obtenir une traduction en italien, plus spécialement avec l'aide de la Fondation Pro Helvetia. Cela permettrait aussi d'accroître notre documentation en italien dans le domaine de l'éducation. C'est l'une des préoccupations, aussi bien du Centre suisse de documentation en matière d'enseignement et d'éducation que de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique qu'il y ait autant que possible des traductions ou des résumés de publications en italien. Ainsi donc, nos programmes s'insèrent parfaitement dans le cadre des priorités qui sont annoncées.

M. Boissonnas: Les membres de la commission recevront ces prochains jours le calendrier des manifestations de Pro Helvetia à l'étranger. Ainsi nos partenaires ont la possibilité de savoir ce que fait Pro Helvetia, c'est-à-dire quels sont les projets arrêtés, à quel moment ils seront réalisés et quels sont également les projets dont la fondation se préoccupe sans en avoir encore décidé l'exécution. Dans ce document vous trouverez des propositions de travail qui sont à l'examen à Pro Helvetia et qui se réaliseront ou dans certains cas qui ne se réaliseront pas. Cela a l'avantage de permettre aux membres de la commission de coordination de nous faire des suggestions à un moment où le programme n'est pas encore définitivement arrêté dans toutes ses lignes. En outre, nous avons placé les manifestations sous différentes rubriques ce qui facilite la consultation. Le calendrier a une table des matières. Nous avons également classé par un chiffre les manifestations d'après certaines catégories (manifestations organisées et financées entièrement par Pro Helvetia; celles qui sont organisées et financées avec une forte participation de Pro Helvetia; celles qui ne font que recevoir une participation financière de Pro Helvetia; enfin, les projets sur lesquels Pro Helvetia ne s'est pas encore prononcée). A la lecture ^{de} ce calendrier, les membres de la commission de coordination pourront constater à quel point Pro Helvetia est son propre maître ou bien si Pro Helvetia ne fait qu'aider à quelque chose qui est en réalité organisé par une autre institution.

H. Waldner: Ich möchte eine Bitte wiederholen, die ich früher schon einmal ausgesprochen habe. Sie wendet sich vor allem an die Organisationen ausserhalb der Bundesverwaltung. Die Bundeskanzlei erhält regelmässig Briefe, die an das Ministry of information gerichtet sind und mit denen um Unterlagen irgendwelcher Art, vor allem um schriftliche Informationen, gebeten wird. Die Bundeskanzlei wäre deshalb dankbar, wenn sie Broschüren und ähnliche Unterlagen, die die Mitglieder Organisationen der Koordinationskommission produzieren, erhalten würde. Auf diese Weise können wir die vielen Anfragen am besten beantworten. Die Broschüren wären zu richten an: Bundeskanzlei, Informationsdienst, 3003 Bern.

H. Bänniger: Das Eidg. Amt für kulturelle Angelegenheiten wendet sich mit zwei Bereichen seiner Tätigkeiten ans Ausland, mit Kunstausstellungen und im Sektor Film. Die 10 vorgesehenen Kunstausstellungen sind: Lindau, Cagnes-sur-Mer, Zagreb, Bratislava, zwei in Paris, Biennale von Sao Paulo, eine internationale Kunstausstellung im Rahmen der Folgekonferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Belgrad, eine Ausstellung in Hongkong und schliesslich eine Ausstellung im Rahmen einer Europaratsveranstaltung in Berlin. Im Film zeichnen sich Beteiligungen ab an den Internationalen Festivals von Cannes, Berlin und Moskau. Wir haben somit ganz im Sinne von Helsinki Ostkontakte eingeplant. - Bekanntlich veranstalten wir seit Jahren Wettbewerbe für die besten Plakate und für die schönsten Bücher. Es ist ein dritter Wettbewerb entstanden für die besten Auftragsfilme, der in der gleichen Art wie die Plakat- und Bücherwettbewerbe durchgeführt wird. Für Interessenten steht die Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft gerne zur Verfügung. Mit vom Bund prämierten Auftrags- und Werbefilmen könnte die Resonanz noch erhöht werden.

H. Fricker: Bekanntlich beschäftigt sich der schweizerische Nationalfonds mit der Förderung der wissenschaftlichen Forschung. In diesem Zusammenhang bemühen wir uns, auf internationaler Ebene für die Präsenz der Schweiz zu sorgen. Diesem Zweck dienen auch verschiedene Forschungsprojekte, z.B. die GEOS, die gerade gestartet ist. Erinnerung sei auch an das bekannte Sonnenwindexperiment im Zusammenhang mit den Apollo-Missionen. Ferner erwähnen wir unsere Stipendienprogramme. Wir haben ungefähr 150 junge Akademiker, die jährlich ins Ausland gehen, vor allem nach USA. - Eine Frage zur Arbeitsmethode der Kommission. Aufgrund der uns zugesandten Dokumente habe ich festgestellt, dass das Plenum selten zusammentritt und dass es der Arbeitsausschuss ist, der die Haupttätigkeit ausübt. Ich nehme an, dass auch die Mitglieder des Plenums orientiert werden über die vom Arbeitsausschuss behandelten Fragen und dass wir allenfalls Anregungen an den Arbeitsausschuss richten dürfen.

H. Spühler: Dies ist selbstverständlich. Auch die Mitglieder, die nur dem Plenum angehören, erhalten die Protokolle des Ausschusses.

M. Borel: Les membres du plénum reçoivent également tous les documents préparés pour les séances du bureau exécutif.

H. Imesch: H. Bron und ich sind zum ersten Mal in der Kommission. Wir haben mit Interesse die Schwergewichtsbildung der Programme verfolgt. Offensichtlich gibt es bestimmte Institutionen, die - das soll keine Wertung sein - utilitaristisch für unsere Präsenz im Ausland zuständig sind. Wir sind durch unsere Tätigkeit fast harmonisch und mehr als uns lieb ist in diesen internationalen Verkehr hineingepresst. Das gilt nicht nur für die sportlichen Wettkämpfe, sondern auch für Lehraufträge an Universitäten; für Präsenz und Präsentation an wesentlichen Veranstaltungen, an Kongressen, Symposien usw.; auch für Dokumentationen oder Ausstellungen, die wir durchführen; für Lehrmittel, die wir im Zusammenhang mit gewissen Veranstaltungen erarbeiten, herausgeben und die ein starkes Echo im Ausland auslösen. Wir

erleben es immer wieder, dass man eine Institution oder eine bestimmte Aktion als Vehikel benützen sollte, um irgendeinen andern Aspekt ergänzend oder verlängernd auch noch zur Geltung bringen zu können. Es gibt in dieser Beziehung bestimmt viele Möglichkeiten, die man ausnützen sollte. Wir werden uns fragen müssen, in welcher Form der Gedankenaustausch, der heute beginnt, fortgesetzt werden kann, bis zur Konkretisierung bestimmter Pläne. Ich stelle die Frage nicht kritisch, sondern in Unkenntnis des Mechanismus, der für diese Kommission gilt.

H. Spühler: Die von H. Imesch gemachten Bemerkungen sind berechtigt. Wir erleben heute die erste Plenarsitzung. Wir werden uns zunächst im Ausschuss Gedanken über die heute vorgebrachten Anregungen machen.

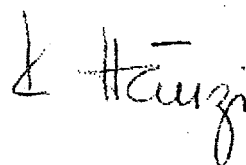
H. Jaccard: H. Waldner hat einen Entwurf zu einer Pressemitteilung über die Sitzung von heute ausgearbeitet. Ich nehme an, dass Sie nichts dagegen einzuwenden haben, wenn der Presse eine solche Mitteilung übergeben wird.

H. Spühler: Einverstanden. Die Publikation ist Sache des Sekretariates.

M. Borel: Encore un détail. Nous devons évidemment refaire la liste des membres de la commission. Il y a eu une ou deux petites inexactitudes dans celle qui vous été remise précédemment. J'aimerais vous demander s'il y a d'autres inexactitudes que celles que M. Addor m'a déjà signalées. Si ce n'est pas le cas, nous compléterons simplement cette liste en mentionnant encore M. Lafranchi.

H. Spühler: Im Namen der Kommission danke ich dem Politischen Departement für die freundliche Einladung zum Mittagessen aus Anlass der ersten Plenarsitzung unserer Kommission.

Die Protokollführerin:



Beilage:

Pressecommuniqué/Communiqué de presse

EIDGENOESSISCHES POLITISCHES
DEPARTEMENT

Bern, 5. Mai 1977

Pressemitteilung

Präsenz der Schweiz im Ausland

In Bern tagte unter dem Vorsitz von alt Bundesrat Willy Spühler, am 4. Mai 1977, erstmals die neue Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland.

Bundesrat Pierre Graber, Vorsteher des Politischen Departements, benützte die Gelegenheit zu einem kurzen Rückblick und zu einem Ausblick auf die Arbeiten. Er unterstrich die Notwendigkeit eines koordinierten Vorgehens und die Dringlichkeit einer ständigen Präsenz der Schweiz im Ausland.

Die Kommission umfasst auf Grund eines Bundesgesetzes Vertreter verschiedener Bundesstellen und autonomer Organisationen, welche im Ausland tätig sind. Sie genehmigte Bericht und Rechnung 1976 der abgelösten früheren Konsultativkommission, Budget 1977 und Aktivitätsprogramm 1977 bis 1980. Sie diskutierte eine Teilnahme der Schweiz an der Weltausstellung 1981 in Los Angeles (USA) und beauftragte ihren Ausschuss mit weiteren Abklärungen und einem Bericht an den Bundesrat.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Berne, le 5 mai 1977

Communiqué

Présence de la Suisse à l'étranger

La nouvelle Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger, présidée par l'ancien Conseiller fédéral Willy Spühler, a tenu sa première séance, à Berne, le 4 mai 1977.

Le Conseiller fédéral Pierre Graber, Chef du Département politique, a saisi cette occasion pour faire brièvement l'historique de la Commission et pour donner un aperçu de ses futures tâches. Il a notamment souligné la nécessité d'une bonne coordination et l'importance qu'il convenait d'accorder à la présence suisse à l'étranger.

Créée sur la base d'une loi fédérale, la Commission comprend des représentants de l'administration et de différentes organisations indépendantes déployant des activités à l'étranger. Elle a approuvé le rapport annuel et les comptes 1976 de la Commission consultative qu'elle a remplacée, ainsi que le budget 1977 et le programme d'activités pour les années 1977-80. Elle s'est également penchée sur le problème de l'éventuelle participation suisse à l'Exposition universelle qui aura lieu en 1981 à Los Angeles (USA) et a chargé son bureau exécutif d'éclaircir encore différents points à ce sujet et de préparer le préavis de la Commission au Conseil fédéral.